



## **Texte d'orientation adopté par le congrès constituant**

Le Congrès fondateur du Parti de Gauche doit répondre à un état d'urgence. La crise économique et sociale liée aux contradictions du capitalisme n'est pas uniquement annoncée dans les livres, elle se déroule sous nos yeux rappelant l'actualité de la lutte des classes. La guerre n'est pas une menace rendue lointaine par la mondialisation, elle fait au contraire son grand retour. La crise écologique n'est plus seulement un pronostic visionnaire, elle produit ses premiers effets. Le vieux cadre de pensée, de production et de consommation tourné vers le profit capitaliste qui mène le monde le conduit à des désastres imminents. Pourtant d'autres choix sont possibles. Une autre histoire peut être écrite. C'est une question de volonté et d'action. En fondant le Parti de Gauche, nous avons cette volonté d'agir pour un autre avenir. Pas dans cent ans, pas dans dix ans, pas dans cinq ans. Certes le chantier est immense et tout ne sera pas fait tout de suite. Mais nous n'avons pas le temps d'attendre. C'est tout de suite qu'il faut dessiner un nouvel horizon et enclencher les premières ruptures.

I Crise : c'est le capitalisme qui est en cause

L'humanité vit au rythme des soubresauts continuels du capitalisme. Les partisans du système en tirent même fierté. Pour eux ce capitalisme en bouleversement permanent est le symbole même de la modernité. Il apparaît aujourd'hui clairement que le capitalisme de notre époque n'a en rien surmonté les travers que dénonçait déjà le mouvement socialiste du 19<sup>e</sup> siècle. Il les aggrave, plongeant l'humanité dans une crise sans précédent.

Un capitalisme de plus en plus dangereux

Après l'épuisement des Trente « Glorieuses » et la crise qu'il a rencontrée à la fin des années 60 et au début des années 70, le capitalisme a pris un nouveau cours, marqué par la domination de la finance et la transnationalisation du capital. Les beaux esprits toujours prêts à encenser les puissants lui ont ouvert la route. Ils prétendaient que ce nouveau capitalisme serait celui de l'émancipation des individus, d'un développement plus équilibré de l'économie mondiale, d'une paix durable. Certains ajoutent désormais qu'il pourrait être un capitalisme « vert » et « moralisé »... Or c'est l'inverse qui se produit. Le capitalisme aggrave ses tendances profondes à l'inégalité, l'instabilité, l'impérialisme et précipite une terrible catastrophe écologique.

Les inégalités ont explosé. Elles sont encore plus fortes que dans le capitalisme sauvage du 19<sup>e</sup> siècle. En 1820, les 10% les plus riches de la planète concentraient 42% des revenus mondiaux, ils en détiennent aujourd'hui 55%. A l'inverse les 20% les plus pauvres percevaient en moyenne 5% des revenus mondiaux contre environ 2% aujourd'hui. En conséquence la pauvreté de masse continue à se répandre partout. Les Etats-Unis, pays le plus riche du monde, comptaient ainsi, avant même la crise dite des subprimes, 3,5 millions de sans-abri, parmi lesquels 1,4 million d'enfants. L'Union européenne n'est pas épargnée puisque la pauvreté y touche 72 millions de personnes (sur 450 millions). Les femmes, encore plus que les hommes, subissent cette aggravation des inégalités de revenus, car elles sont encore plus frappées par le chômage et contraintes au travail à temps partiel. Cette répartition inégale des richesses, en plus d'être un scandale moral et une atteinte à l'émancipation humaine, a provoqué la crise financière actuelle. Parce qu'il a comprimé les salaires, le capitalisme actuel a dû asseoir la hausse effrénée de la consommation qu'il réclame sur une immense pyramide d'endettement. La chaîne a fini par craquer en son maillon le plus faible, les prêts subprimes, emportant le mirage d'une « société de propriétaires » sans redistribution des richesses. Depuis, la crise financière est devenue économique. Et l'humanité fait face à une urgence sociale aggravée.

L'instabilité s'est déchaînée. Les premiers socialistes dénonçaient déjà l'absurdité d'un système économique caractérisé par une crise tous les huit ans de 1816 à 1929. Avec la crise actuelle, « sans précédent depuis un siècle » selon Alan Greenspan, l'ancien président de la Banque centrale américaine, nous y sommes à nouveau. Des défaillances dans un segment du marché immobilier américain déclenchent une crise économique générale et mondiale. Le capitalisme dérégulé de notre époque en diffuse les effets à une vitesse inédite dans tous les domaines de la vie. Aussi « moderne » soit-il, il n'a pas fait vieillir d'une ride la phrase du Manifeste rédigé par Marx et repris lors de la Première Internationale notant que les « ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise, un article de commerce comme un autre; ils sont exposés, par conséquent, à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché. » C'est maintenant l'ensemble du salariat qui est menacé par cette marchandisation grandissante de tous les domaines de vie sociale. C'est pourquoi le capitalisme s'attaque méthodiquement à tous les outils de la solidarité collective et à la structure républicaine de notre société. Il y a en revanche ajouté de nouvelles aberrations : droits à la retraite volatilisés par l'effondrement des fonds de pension, villes fantômes provoquées par l'abandon soudain de programmes immobiliers, biens publics pillés en quelques heures pour renflouer les pertes du privé. Une fois de plus l'intérêt général est piétiné, l'individu social atomisé. Le temps s'efface devant la dictature des actionnaires qui exigent la rentabilité immédiate. Le droit de la collectivité à soumettre l'activité économique à des normes décidées librement par les citoyens est remis en cause au nom de la concurrence « libre et non faussée ». Les souhaits des actionnaires seraient devenus plus légitimes que la volonté des citoyens. Celle-ci ne parvient plus à se faire entendre. Il en résulte partout une profonde crise démocratique. L'humanité affronte désormais une urgence démocratique aggravée.

L'impérialisme menace le monde. Le capitalisme a toujours été un système hiérarchisé, avec un « centre » dominant une « périphérie ». Le capitalisme actuel n'échappe pas à cette règle. Il est assis sur la domination des Etats-Unis d'Amérique. Or celle-ci est devenue vacillante. Après des vagues incessantes de délocalisation, les Etats-Unis ne sont plus une puissance

industrielle de premier plan. Leur économie repose sur un endettement faramineux. Son financement dépend désormais de ses principaux concurrents, notamment la Chine, qui rachètent des quantités toujours plus élevées de sa dette. En revanche, les Etats-Unis dépensent autant pour leur budget militaire que tous les autres pays du monde réunis. Dès lors on comprend mieux leur attitude agressive sur la scène internationale. Les déclarations violentes de Bush ont souvent paru surprenantes aux oreilles françaises. Mais elles ne sont pas le signe d'un cerveau agité. Une stratégie raisonnée est à l'œuvre. La multiplication des foyers de confrontation violente au plan international permet aux Etats-Unis de faire valoir leur puissance militaire. La théorie du choc des civilisations et celle de la guerre contre le terrorisme fournissent des habits nouveaux à la vieille momie de l'impérialisme que l'on nous promettait morte à jamais. Elles créent les conditions de collisions toujours plus violentes. Nous devons rejeter tout interventionnisme militaire et cesser l'exportation d'armes. Dans ce cadre, la sortie de l'Otan par la France est un impératif. L'humanité fait face désormais à l'urgence de la paix.

Dans un contexte national et international d'attaque en règle de la laïcité, de volonté de reconfessionnalisation et de communautarisation de l'espace public, le PG doit non seulement incarner la défense de la laïcité mais aussi favoriser la reconquête des droits perdus sous la pression des différentes églises. Il n'y a pas « d'accommodement raisonnable », le religieux doit rester strictement dans la sphère privée alors qu'il trouve des relais politiques pour envahir la sphère publique.

La crise écologique met en danger la survie même de l'humanité. La soumission des modes de production et de consommation dominants aux exigences du profit privé débouche sur un mode de développement qui dégrade irrémédiablement les écosystèmes. Au nom du libre échange on a encouragé la délocalisation des productions et refusé de mettre en place des normes environnementales contraignantes. Dès lors la crise écologique a pu s'approfondir sans entrave. D'abord locale et environnementale, elle s'étend désormais mondialement au climat et à l'énergie, ainsi qu'à la biodiversité. Elle a des conséquences fortes sur l'agriculture et sur la santé humaine. Elle se traduit par de nombreux conflits géopolitiques liés à l'accès aux ressources (gaz, pétrole et eau principalement) et par l'apparition de nouvelles migrations de « réfugiés climatiques ». C'est donc une crise majeure aux conséquences globales sur l'économie et la société. Déjà les dégradations portées actuellement à l'écosystème sont en partie irréversibles. A terme, elles menacent l'avenir même de l'humanité comme le montre le dernier rapport du GIEC (Groupe International d'Etude sur le Climat). Nous sommes face à l'urgence écologique.

Un renversement politique est nécessaire

Il n'existe pas d'exception dans l'histoire. Les grandes crises du capitalisme conduisent à chaque fois à des bouleversements politiques majeurs. Le continent sud-américain en a fourni la démonstration récemment. La crise qui s'y est abattue n'a pu être affrontée que par une révolution démocratique d'ensemble : apparition de nouvelles forces politiques, convocation d'assemblées constituantes, politiques d'inclusion sociale des plus pauvres, rétablissement de

la souveraineté populaire sur les ressources naturelles. Les exemples récents de la Bolivie et du Venezuela en ont fourni la démonstration.

Mais les citoyens peuvent prendre d'autres chemins : la Grande crise de 1929 a accouché du New Deal, du Front Populaire mais aussi du nazisme. En Europe c'est pour l'heure une nouvelle droite, libérale et sécuritaire, qui émerge et emporte les élections nationales. Une course de vitesse est engagée avec elle. Qui va la gagner ? De quel côté vont se tourner les citoyens pour faire face à la crise ?

La droite mène, en France, une contre-révolution. Depuis plusieurs années, maintenant, elle cherche à démanteler systématiquement les acquis du Conseil National de la Résistance de 1945, du Front Populaire de 1936 et même de la Révolution de 1789. Son ambition est claire. En saccageant ces fondamentaux, la droite tente de dévitaliser la racine même de la République. Pour ce faire, elle doit anéantir toute opposition : brouillage du clivage droite/gauche, criminalisation des mouvements de contestation, personnalisation du pouvoir, musellement des contre-pouvoirs, mise sous surveillance de la société. Elle prend, de plus, cyniquement appui sur la crise, générée par le système qu'elle défend, pour justifier et faire avancer ses objectifs politiques, s'efforçant de capter l'exaspération qui traverse des couches toujours plus nombreuses de la population au profit d'un discours d'ordre. Chaque problème social est désormais réinterprété en termes de déficit d'autorité. La crise financière n'a pas fait exception. Elle a immédiatement été présentée comme la conséquence de comportements individuels « pervers ». Sarkozy a affiché sa détermination à « sanctionner les coupables » pour « moraliser le capitalisme » et donc à faire respecter les règles du jeu plutôt que de les changer. Ce faisant, la droite travaille à imposer un schéma mental dans lequel les crimes du système sont déguisés en crimes contre le système. Elle veut ainsi légitimer une conception purement policière du rôle de l'Etat, qui justifierait la présence d'un homme fort à sa tête et donc le renforcement du pouvoir personnel du président de la République.

De même la droite s'efforce à évacuer toute revendication du partage et de la redistribution des richesses en expliquant que la crise doit conduire les salariés à de nouveaux efforts. Au nom du mérite, chaque individu est sommé de se prendre en charge sans attendre le soutien de la collectivité. Alors qu'il est toujours prompt à un volontarisme purement verbal, Sarkozy a ainsi publiquement déclaré que l'Etat ne ferait rien contre les licenciements. Il n'a renoncé à aucun de ses projets de remise en cause des droits du travail. Au contraire, il a immédiatement dégainé sa proposition visant à étendre le travail du dimanche, symbole des efforts supplémentaires à accomplir par les travailleurs. Les chômeurs et les précaires sont eux aussi peu à peu dépouillés de leurs droits et stigmatisés.

Inégalité, dérégulation, atlantisme... la politique menée par la droite aggrave la crise en renforçant ses causes.

Dans ce contexte, la gauche doit donc incarner une alternative. Car la conscience que le système capitaliste ne conduit pas au bonheur peut rapidement devenir majoritaire dans la population. La volonté de soumettre l'activité économique au contrôle démocratique peut trouver de nouveaux soutiens. La bataille culturelle contre ce système qui frappe des femmes et des hommes au motif que le marché l'aurait décidé peut être gagnée. Pour cela, il faut rompre avec le capitalisme et construire une alternative sociale, écologique et démocratique. Partout où des forces de gauche ont fait de celui-ci un horizon indépassable, elles ont fini soit par gouverner avec la droite, à l'image des partis membres du PSE (Parti des socialistes européens) en Allemagne, aux Pays-Bas, en Hongrie notamment, soit par fusionner avec une partie de celle-ci, comme l'ont fait les Démocrates en Italie, soit par la remplacer purement et simplement comme le font les travaillistes en Grande-Bretagne. Ces orientations rendent la social-démocratie impuissante et lui ôtent toute crédibilité face à la crise. Elles créent un dramatique vide politique à gauche. C'est pour aider à le combler qu'est né le Parti de Gauche. Pour notre part, nous savons que la crise que nous vivons n'aura pas d'issue sans rupture avec le système actuel. Le rôle de la gauche est de proposer un nouvel horizon, de préciser les transitions qui y conduisent, de s'y engager en mettant en place des ruptures franches.

## II Une autre voie est possible

La recherche d'une alternative politique au capitalisme répondant à l'urgence sociale, démocratique et écologique bénéficie de solides points d'appui. La richesse produite à l'échelle mondiale permet de répondre aux besoins vitaux de l'humanité et d'harmoniser par le haut les droits sociaux à l'échelle de la planète. De même, on peut sans peine repérer les fondements concrets et culturels d'une nouvelle culture civique permettant la réappropriation de la souveraineté populaire. Enfin, la prise de conscience écologique est propice à l'invention d'un alter-développement.

### Le monde est riche

Economiquement, le monde n'a jamais été aussi riche de toute son histoire. La production de l'industrie et des services atteint des sommets inédits. Nos capacités scientifiques et technologiques sont sans précédent. Le niveau de qualification des travailleurs également. La productivité du travail n'a jamais été aussi élevée. En France, elle atteint même un record mondial. Les gains de productivité doivent être rendus aux travailleurs sous forme d'augmentation de salaire et de diminution du temps de travail. Les malheurs de l'humanité ne proviennent donc pas du fait que les caisses seraient vides. Elles n'ont jamais été aussi pleines. Il réside tout entier dans le fait que cette richesse n'est pas partagée. Et qu'elle l'est même moins que jamais.

Donnons quelques chiffres pour fixer les idées. Un modeste prélèvement d'1% seulement sur les comptes bancaires des 100 000 personnes les plus riches du monde, représenterait 140 milliards de dollars, soit près de deux fois les ressources du Programme Alimentaire Mondial qui sert à lutter contre la faim dans le monde. La part des salaires qui a basculé vers les profits

depuis 20 ans se monte en France à plus de 150 milliards d'euros par an, soit 35 fois le déficit de l'assurance maladie et 40 fois celui de l'assurance vieillesse. Il est donc possible de sauver des vies en agissant contre la faim dans le monde. Il est possible de protéger et développer nos systèmes de protection sociale. Ces revendications essentielles d'un programme de gauche répondant à l'urgence sociale sont crédibles. Elles peuvent être financées. Mais ce financement repose sur un préalable : le partage et la redistribution des richesses, avec une réforme fiscale juste comprenant entre autres l'abolition du bouclier fiscal et un impôt sur le revenu fortement progressif.

Nous devons donc nous préparer à une confrontation inévitable avec le capital. La gauche ne le convaincra pas de rendre ce qu'il a accaparé au terme d'une aimable discussion entre gens de bonne compagnie. Elle doit se donner les moyens de créer les rapports de force et s'appuyer sur la mobilisation de toutes celles et ceux qui vivent de leur travail et voient le fruit de leurs efforts alimenter le casino de la finance globalisée tandis que s'aggrave l'urgence sociale.

### La souveraineté populaire, une exigence républicaine

On entend souvent dire que l'exercice de la souveraineté populaire est devenu plus difficile que jamais, voire quasiment impossible, dans le cadre de sociétés complexes et de la mondialisation. A l'inverse de ce discours dominant, nous estimons que les moyens d'une souveraineté populaire sont plus étendus que jamais.

La souveraineté populaire repose en effet sur la capacité des citoyens à fixer l'intérêt général et donc à déterminer par la confrontation raisonnée des arguments ce qui correspond à l'intérêt de tous. Elle implique un développement important de l'éducation et de l'instruction publique, à tous les niveaux et dans le monde entier. L'éducation et la formation de l'esprit, la pratique culturelle, la liberté de recherche scientifique ou documentaire sont des droits fondamentaux dont l'importance critique doit être reconnue et la prédominance rétablie.

La souveraineté populaire s'obtient par l'indépendance intellectuelle des citoyens, la capacité d'informer par des médias pluralistes et indépendants des puissances financières et politiques. Elle implique la conscience par les individus de participer à une même communauté de destin. Le développement du salariat et de l'urbanisation a créé une interdépendance nouvelle entre les individus qui constitue un terreau propice à cette conscience civique. Dans le monde urbain, comme sur la planète unifiée par l'urgence écologique, il n'existe pas de réponse aux problèmes individuels qui n'ait pas une dimension collective. Pour que le paysan bolivien de l'Altiplano puisse disposer d'eau, il lui aura fallu provoquer un bouleversement complet de la politique de son pays. De même, l'habitant de la Creuse ne pourra être soigné convenablement que s'il obtient un renversement des politiques de libéralisation des services publics encouragées au niveau de l'Union européenne. Plus généralement, l'extension de la sphère des services publics et leur développement constituent des armes fondamentales contre le capitalisme, car ils correspondent à des réponses socialisées aux besoins des populations. L'appel à rechercher les solutions « en soi-même » n'est qu'une illusion encouragée par

l'idéologie dominante. Il n'y a pas d'émancipation individuelle sans exercice collectif de la souveraineté. Il n'y a pas de satisfaction des besoins de chacun sans que soient déclarés des biens communs. Ensuite il faut fixer les objectifs, critères et procédures de décision auxquels soumettre leur gestion. La question sociale et les questions institutionnelles ne peuvent être dissociées. De puissants facteurs contribuent ainsi à l'établissement des bases culturelles de la souveraineté populaire.

Bien sûr encore faut-il faire de celle-ci un objectif et s'en donner les moyens. A commencer par l'inversion de la logique à l'œuvre depuis plusieurs années de dessaisissement de la puissance publique : banques centrales indépendantes, autorités administratives indépendantes, dépolitisation des échéances électorales réduites à des combats de personne, non respect du vote populaire en matière européenne, remise en cause du principe même de la laïcité... L'exigence républicaine se dresse contre cette évolution. Elle appelle au rétablissement des moyens publics de faire prévaloir l'intérêt général, notamment par la mise en place de la planification écologique. En même temps, elle veut des institutions véritablement soumises à la volonté populaire. Elle s'efforce de créer les conditions d'une société mobilisée et de citoyens éclairés et motivés, dotés de nouveaux moyens d'intervention citoyenne et de démocratie participative, du droit à l'information. Face à la logique et à la puissance du capital, elle cherche aussi à construire des rapports de force nouveaux à tous les niveaux en s'appuyant sur la mobilisation du mouvement social dans toutes ses composantes et en mettant en place une véritable démocratie sociale : définition de règles enfin démocratiques pour le dialogue social, reconnaissance et soutien de ses acteurs et en premier lieu des organisations syndicales, institutionnalisation de leur intervention dans le débat collectif, approfondissement des droits des salariés dans l'entreprise. Cette refondation républicaine qui est à notre portée rend possible une réponse de gauche à l'urgence démocratique.

Le temps de l'alterdéveloppement est venu

Parce que chacun en subit les effets dans son quotidien, la crise écologique est l'objet d'une prise de conscience croissante de nos concitoyens. Celle-ci permet de faire partager plus facilement la nécessité d'un changement profond de nos modes de consommation, de production et d'échange.

Le système capitaliste organise la mise en concurrence mondiale par le libre-échange généralisé et la libéralisation des mouvements de capitaux ; il encourage l'exploitation sans frein des ressources naturelles partout dans le monde, la marchandisation progressive du vivant et, même, l'utilisation des catastrophes naturelles pour étendre son emprise. La crise écologique trouve donc clairement son origine dans le système capitaliste et le modèle productiviste qui le sous-tend. La nécessité d'organiser le dépassement du système capitaliste et celui du modèle productiviste en inventant un alterdéveloppement jouit dès lors d'une légitimité inédite.

La crise écologique est par exemple une justification extrêmement puissante de la mise en place de biens publics mondiaux préservés des intérêts privés. La raréfaction de l'eau et de l'énergie renforcent la nécessité d'en faire des biens publics fondamentaux dont l'accès à tous doit être garanti. Leur production et leur gestion doivent être réorganisées dans le cadre d'un service public de l'eau et d'un pôle public de l'énergie, seuls à même de mettre en place une tarification incitant à la sobriété, par exemple en rendant gratuites les premières tranches d'eau et d'énergie pour l'ensemble des ménages et en surfacturant les consommations abusives. De même la mise en place de la planification écologique implique une modification en profondeur de notre système productif. Au-delà des services publics, le secteur coopératif et les entreprises de l'économie sociale et solidaire seront développées, En effet elles peuvent concilier l'intérêt général, celui des consommateurs/sociétaires et celui des salariés. Elles participent ainsi à l'alternative au capitalisme.

La lutte contre le changement climatique appelle une forte relocalisation des productions et la remise en cause du libre échange. Une politique volontariste et incitative de développement des transports collectifs et du ferroutage est impérative. L'encouragement nécessaire des investissements écologiquement responsables est également un argument essentiel en fonction d'un secteur financier public reconnaissant d'autres normes que la rentabilité. La remise en question des modèles d'hyper-consommation occidentaux, qui ne sont ni généralisables à l'ensemble des habitants de la planète, ni soutenables à long terme, est enfin un élément clé de la bataille culturelle que doit mener la gauche pour l'émancipation des esprits de l'idéologie marchande et publicitaire.

La gauche peut donc trouver une nouvelle raison d'être et une opportunité sans précédent d'avancer ses propositions dans le combat pour répondre à l'urgence écologique.

### III Les tâches du Parti de Gauche

Le Parti de Gauche est un parti en chantier. Un seul Congrès ne suffira pas à fixer son orientation, son programme, son fonctionnement. Un second Congrès se tiendra à l'automne 2009 autour notamment de l'élaboration de notre programme. Mais devant l'urgence politique, nous devons faire du PG un parti utile dès à présent.

#### Faire face à la droite

La droite est en train de mettre en œuvre ses principaux objectifs historiques, y compris ceux auxquels elle avait dû renoncer depuis plusieurs années : destruction du code du travail, remise en cause de la laïcité, instrumentalisation de l'histoire, privatisation des services publics, retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN, suppression de fait de l'ISF avec le bouclier fiscal, ruine des principes de solidarité de la Sécu avec les franchises médicales, coupes sans précédent dans les effectifs de la fonction publique... Cette politique représente non seulement une dégradation inouïe de la condition des salariés mais aussi une rupture assumée avec les fondements républicains de la Nation française.



Nombre de nos concitoyens ne s'y résignent pas. En témoignent la multiplication des grèves des travailleurs, le succès des mobilisations de défense de l'Education nationale, l'unité syndicale réalisée pour la première fois depuis le CPE qui a permis la réussite de la grève générale du 29 janvier 2009. D'autres luttes encore sont essentielles : les réseaux de défense des sans-papiers, la bataille autour du logement pour tous. Jusqu'où la droite irait-elle si elle ne rencontrait aucune résistance ? C'est pourquoi le Parti de Gauche sera aux côtés de tous ceux qui résistent à la droite, pour rompre l'isolement, encourager les mobilisations, favoriser le rassemblement du salariat dans toutes ses composantes (salariés, précaires, chômeurs, retraités), mener un travail d'éducation populaire afin de dévoiler le fondement des réformes gouvernementales et diffuser les arguments qui aident à s'y opposer. Il agira comme un parti trait d'union, facilitateur d'une union des gauches sans exclusive face à la droite.

Face à la crise, nous opposerons nos mesures d'urgence aux réformes menées par la droite afin que nos concitoyens sachent que d'autres choix sont possibles et puissent dès lors forger leur propre opinion sur la politique gouvernementale. De même, parti d'éducation populaire, le PG contribuera activement à la bataille culturelle qui met en péril la souveraineté et l'émancipation des peuples. Dans le monde entier, les forces réactionnaires menacent la liberté intellectuelle ou des acquis scientifiques et médicaux parmi les plus importants de l'Histoire : théoriques créationnistes ou déterministes, injonctions religieuses et sectaires, remise en cause des droits des femmes, asservissement de la recherche scientifique aux pouvoirs politique ou financier, entraves à l'éducation pour tous, pilotages des médias sont des obstacles convergents à l'émancipation des peuples et à l'exercice entier de leur libre arbitre. Pour qu'il devienne une réalité concrète, c'est d'abord dans les têtes et dans les cœurs de nos concitoyens que doit vivre le modèle de civilisation fondé sur l'égalité et la laïcité auquel nous adhérons.

Un front de gauche pour gagner les européennes

Une opportunité historique se présente avec les prochaines élections européennes.

Lors de ces élections, les Français pourront d'abord exiger le respect de la souveraineté populaire. Leur vote du 29 mai 2005 a été piétiné. Le candidat Sarkozy avait promis l'enterrement du projet de Constitution au profit d'un mini traité simplifié et consensuel. En réalité, c'est le même texte qui a été repris dans le Traité de Lisbonne puis adopté par le Parlement français, après qu'a été refusé au peuple le recours au référendum avec la complicité de la majorité des parlementaires du PS. Depuis les Irlandais ont rejeté à une large majorité le traité de Lisbonne. Qu'ont fait les dirigeants européens ? Tous, y compris les partis membres du PSE, ont encore choisi de piétiner la souveraineté populaire en appelant à ratifier le traité de Lisbonne et en contraignant les Irlandais à un nouveau référendum. Le traité de Lisbonne s'impose dorénavant comme la négation de la volonté des peuples en général. Ce modèle étouffant de construction autoritaire de l'Europe appelle une cinglante réplique populaire.

Ensuite, ces élections européennes permettront aux électeurs de se prononcer sur les orientations principales qui cadenceraient la politique du pays. Les lois votées en France sont en effet à 80% des transcriptions de directives européennes et on ne compte plus les mesures réclamées par notre peuple qui se heurtent aux décisions de l'Union. Pour ouvrir la voie à une autre politique pour notre pays, il est indispensable de faire sauter le verrou de la construction antisociale et antidémocratique de l'Europe.

Enfin, ces élections surviennent dans un contexte qui rend vitale l'émergence d'une alternative progressiste en Europe. L'action au Parlement européen d'un groupe de gauche qui ne soit pas compromis dans la cogestion du Parlement et de la Commission avec la droite est indispensable pour qu'émerge une issue internationaliste et démocratique à la crise globale du système actuel.

Pour toutes ces raisons nous voulons rendre possible un rassemblement qui se donne l'objectif d'arriver en tête de toutes les listes aux élections européennes. C'est la raison de notre appel à un front de gauche ouvert à toutes les forces politiques de gauche qui refusent le traité de Lisbonne et défendent la construction d'une autre Europe sociale, écologique et démocratique. A cette heure, nous savons déjà que ce front rassemblera notamment le Parti de Gauche et le PCF, dont le Congrès a confirmé son engagement dans cette démarche. C'est une nouvelle qui peut tout changer. Nous contribuerons à faire vivre le front sans tarder pour permettre aux citoyens de s'y impliquer dès maintenant. Et nous maintiendrons le front ouvert aux autres forces politiques du « non » de gauche qui continuent actuellement de débattre de cette perspective, notamment les Alternatifs, le NPA, le MRC, le POI.

### Un parti pour réinventer la gauche

Nous avons l'ambition de contribuer à la réinvention de la gauche en élaborant un programme qui synthétise le meilleur des histoires des gauches et du mouvement ouvrier et qui sache aussi tirer les leçons de leurs échecs passés, en expérimentant des pratiques politiques et militantes nouvelles. Nous voulons être un creuset où se mêlent les cultures politiques issues du socialisme historique, de l'histoire de la lutte des classes et des révoltes populaires, de l'apport des combats féministes, antiracistes, écologistes, laïques et altermondialistes. Et nous voulons faire de cet alliage nouveau le cœur d'une majorité alternative et d'un projet de gouvernement, appuyé sur l'intervention et la mobilisation des citoyens, afin de changer radicalement de société et de changer la vie vraiment. C'est pourquoi nous décidons que notre Congrès de l'automne 2009 sera le Congrès du programme et nous invitons tous ceux qui se reconnaissent dans cette ambition à nous rejoindre pour y travailler ensemble.

Nous proposons d'organiser ce travail programmatique autour de cinq axes.

Premièrement, face à l'urgence sociale, redéfinir ce qui doit revenir sous contrôle public, inverser l'ordre du partage des richesses entre le capital et le travail sous toutes ses formes : salaires, fiscalité, sécurité sociale, service public, nouvelle perspective de réduction du temps de travail... Car c'est la condition d'une société où le droit au bonheur n'est pas un slogan de supermarché ouvert le dimanche, où la vie douce n'est pas réservée à quelques-uns, d'un monde où le travail encore et toujours n'est pas la frontière entre la vie et la mort sociale, bref, de l'invention d'un futur tout simplement humain.

Deuxièmement, face à l'urgence environnementale, installer la planification écologique tout de suite, car elle est nécessaire pour engager la transition entre le modèle actuel de production, de consommation, de vie et d'échange et le modèle d'alter-développement qu'il est urgent d'inventer.

Troisièmement, face à l'urgence démocratique réaliser la refondation républicaine et laïque des institutions et de la société française. Pour ce faire, il faudra notamment passer à la sixième République parlementaire, garantir le droit de citoyenneté des travailleurs dans l'entreprise, construire une citoyenneté élargie pour tous les résidents afin d'inventer la société de ce que Jaurès appelait « la démocratie jusqu'au bout ».

Quatrièmement, face à l'urgence européenne, tourner la page du modèle de construction libérale de l'Europe dont le Traité de Lisbonne est la règle du jeu antidémocratique et antisociale. Nous devons rétablir le contrôle politique sur la monnaie et sur la finance et laisser respirer la puissance des peuples, la force de la démocratie, afin que les Européens puissent inventer leur intérêt général, s'aimer et vivre ensemble, et inventer un nouvel internationalisme.

Cinquièmement, face à l'urgence économique, sociale et écologique planétaires, nous proposons de renforcer et de démocratiser les institutions des Nations Unies, de reconnaître la supériorité des normes sociales et environnementales, de reconnaître le droit des Etats à organiser et protéger leurs économies en fonction de leurs propres objectifs (notamment le droit à la souveraineté alimentaire), de promouvoir les biens publics mondiaux et de réorienter les politiques de coopération. Face à l'urgence de la paix, il est urgent de construire de nouveaux rapports mondiaux et de faire respecter le droit international.

Reformuler l'idéal socialiste pour tourner la page du capitalisme

La crise actuelle est une crise majeure du capitalisme, du même ordre que celles qu'il a connu à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et dans les années 1930. Nous n'en sommes qu'au début. D'autres secousses sont devant nous et une longue période de dépression économique s'annonce. Cette période comporte de grands dangers. L'histoire du vingtième siècle en atteste. Le néo-capitalisme dominant depuis trois décennies ne s'en relèvera sans doute pas, tant il apparaît que le « capitalisme pur » libéré de toute entrave est à la racine de la catastrophe actuelle. Il en va différemment du capitalisme lui-même qui a montré dans le passé sa capacité à rebondir. Mais pour surmonter la catastrophe en cours, il lui faudra alors avancer des formes politiques nouvelles. L'histoire montre qu'il est enclin à le faire avec un système d'exploitation encore plus violent et la recherche de boucs émissaires désignés responsables du désastre. C'est alors l'accentuation des dérives sécuritaires, xénophobes et guerrières. C'est ainsi un capitalisme liberticide et xénophobe qui s'avancerait dont certaines inflexions politiques actuelles pour « sauver le capitalisme » donnent un avant-goût. Proposer une autre issue est évidemment décisif pour éviter de tels cauchemars.

D'aucuns proposent de nouvelles régulations de la finance internationale à l'intérieur du capitalisme, un « keynésianisme vert mondial » cherchant par la négociation et le contrat à restreindre la logique du profit. En supposant que cela soit possible, ce qui est loin d'être démontré, est-ce souhaitable ? Cela peut-il suffire ? Notons d'abord que le coût social d'une sortie de la crise capitaliste par le renflouement de la finance sera très lourd pour les populations au nord comme au sud. Si l'on veut procéder par la relance sans toucher au système il faudrait imposer une nouvelle redistribution radicale des richesses. Ceux qui veulent sauver le système ne le proposent pas. Les rapports de force que cela exige les effraient. Mais, nous même, devrions-nous souhaiter cette issue ? Non. Le coût écologique d'un nouveau cycle de croissance capitaliste (même keynésien) serait désastreux pour la planète.

Dans ce contexte, la question de la « sortie du capitalisme » devra être posée comme une question d'actualité politique dans les années à venir, comme solution concrète aux problèmes posés. Sinon quelle réponse conséquente apporter aux colères qui vont s'exprimer contre la volonté des gouvernements et des milieux d'affaires qui veulent solder les conséquences de la crise actuelle sur le dos du plus grand nombre. Dans ces conditions, pour atteindre l'objectif d'émancipation globale de la personne humaine que nous visons, nous ne pouvons ni accepter le système capitaliste comme horizon indépassable, ni faire croire qu'en l'amendant ou en l'humanisant on réglerait les défis du nouveau siècle. Nous devons au contraire proposer de le dépasser. C'est notre devoir de proposer un autre avenir qui fixe de nouvelles limites à la sphère marchande et à l'appropriation privée et ouvre de nouvelles perspectives à la sphère publique et à l'appropriation sociale. autre avenir qui libère les aspirations à l'autonomie et à la solidarité des individus, intègre les apports du féminisme pour l'égalité et le droit des femmes à disposer librement de leur corps. Ce projet d'avenir récuse le productivisme dont l'humanité a pu mesurer les dégâts.

Dans l'histoire du mouvement ouvrier, cet objectif s'est incarné dans la perspective du Socialisme. Nous ne pouvons prolonger cet idéal sans tirer la leçon du siècle écoulé. Dans le capitalisme, c'est l'économie (le capital) qui domine l'Etat et la société. Dans le socialisme bureaucratique c'est l'Etat qui soumettait l'économie et la société. Le socialisme auquel nous aspirons devra donner la prééminence complète à la société. Nous le nommons « la République sociale ». Pour nous, en toutes circonstances, il n'y a de changements politique et social que voulu et décidé par le suffrage universel. Et dans notre méthode, la démocratie n'est pas confinée aux seules rencontres électorales même si pour finir c'est toujours le vote libre et démocratique qui doit avoir le dernier mot. Notre stratégie de transformation sociale devra combiner conquête du pouvoir politique et implication populaire permanente comme on peut l'observer dans les révolutions démocratiques en cours en Amérique Latine par exemple. Notre formule est : la démocratie jusqu'au bout, la République partout et pour tous. Ainsi se trouve résumée notre vision d'un changement pris en charge et voulu depuis la société et pas seulement octroyé par l'action gouvernementale.

L'alternative immédiate est entre « rénovation du néo-capitalisme » ou « extension de la démocratie et de la République » c'est-à-dire de la maîtrise collective de l'avenir aujourd'hui accaparé par les forces aveugles du marché. L'objectif à terme, c'est une société libérée de l'exploitation et de l'oppression, libérée des impératifs absurdes de l'accumulation capitaliste, de ses modèles de consommation, de ses hiérarchies sociales et symboliques, des ses rivalités ostentatoires. La souveraineté populaire, la démocratie, la République jusqu'au bout est la méthode stratégique. Elle porte en elle la plus forte potentialité pour transformer radicalement l'ordre existant. Elle combine les formes de libération de la société : démocratie politique redonnant le pouvoir aux citoyens, démocratie économique mettant l'économie au service des besoins humains, démocratie sociale faisant entrer la citoyenneté dans les entreprises. Ce changement d'un modèle de société vers un autre implique un processus d'élaboration programmatique, de conquête de l'hégémonie idéologique, de prises de positions institutionnelles, d'extension des domaines où seuls prévalent l'intérêt général et les services publics, de développement d'expériences d'autogestion sociale, de contrôle accru des citoyens sur les institutions, d'interventions des travailleurs dans les affaires économiques, etc. La démocratisation et la socialisation de l'économie résulteront d'une série d'avancées transformatrices partielles, mais qui combinées font reculer le pouvoir du capital jusqu'à poser la question du choix : « République sociale ou Capitalisme ? ».

Le « bloc social » de cette transformation ne peut pas être réduit à une seule catégorie sociale mais rassembler des forces sociales qui, dans une grande diversité, se sont opposées ces dernières années au mythe de l'autorégulation du marché. Notre projet est de les faire converger pour faire valoir les intérêts de la société toute entière contre les logiques mortifères du capitalisme. En ce sens notre visée d'une refondation républicaine de la société et des institutions est un projet global. Nous le nommons la République Sociale. Il est notre proposition pour la renaissance d'une perspective socialiste renouvée dans le siècle qui s'ouvre.